

Compte de résultat

	France	Exportations et livraisons intracom.	31/12/2022	31/12/2021
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	34 864 750	10 266	34 875 016	32 620 507
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	10 685 144	4 263 201	14 948 344	14 538 073
Chiffre d'affaires net	45 549 894	4 273 466	49 823 360	47 158 581
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			48 464	18 143
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			2 615 767	3 331 575
Autres produits			9 160	18 417
Total produits d'exploitation (I)			52 496 751	50 526 716
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			27 072 898	23 896 020
Variations de stock			236 742	-567 502
Achats de matières premières et autres approvisionnements			-1 828 346	-384 631
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			5 621 325	5 556 815
Impôts, taxes et versements assimilés			791 793	868 632
Salaires et traitements			10 912 074	10 724 093
Charges sociales			4 832 037	4 407 820
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			488 884	632 157
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 402 125	1 268 862
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			1 407 011	887 087
Autres charges			14 134	122 655
Total charges d'exploitation (II)			50 950 677	47 412 007
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			1 546 073	3 114 709
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			20 742	14 190
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			20 742	14 190
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			67 960	28 684
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			67 960	28 684
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-47 219	-14 493
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			1 498 855	3 100 216

Compte de résultat (suite)

	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	14 800	
Sur opérations en capital	25 085 939	27 214
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	25 100 739	27 214
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	12 745	23
Sur opérations en capital	22 000 000	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)	22 012 745	23
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	3 087 994	27 191
Participation des salariés aux résultats (IX)	851 280	757 718
Impôts sur les bénéfices (X)	754 338	530 924
Total des produits (I+III+V+VII)	77 618 231	50 568 120
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	74 637 000	48 729 356
BENEFICE OU PERTE	2 981 231	1 838 765
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	6 998	16 992

VIDEOJET TECHNOLOGIES
Société par actions simplifiée au capital de 1.220.000 euros
Siège social : 16, Avenue du Québec – SILIC 703
91961 Courtabœuf Cedex
347 747 503 RCS EVRY

COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022



Pour copie certifiée conforme
Le Président
Monsieur Marc Laporte

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2022	Net 31/12/2021
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires				
Fonds commercial (1)	254 717	254 717		
Autres immobilisations incorporelles	1 102 559		1 102 559	
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	44 461	29 968	14 493	1 990
Autres immobilisations corporelles	9 128 239	7 912 199	1 216 040	1 127 818
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				22 000 000
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	77 197		77 197	69 034
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	10 607 174	8 196 885	2 410 289	23 198 841
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	2 178 970	1 131 107	1 047 863	1 367 970
Avances et acomptes versés sur commandes				47 956
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	7 487 844	271 019	7 216 825	6 162 056
Autres créances	450 000		450 000	464 992
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	13 305 833		13 305 833	5 134 597
Charges constatées d'avance (3)	85 921		85 921	46 243
TOTAL ACTIF CIRCULANT	23 508 569	1 402 125	22 106 443	13 223 815
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	34 115 742	9 599 010	24 516 732	36 422 656
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif

	31/12/2022	31/12/2021
CAPITAUX PROPRES		
Capital	1 220 000	1 220 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	122 000	122 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	4 407 205	14 068 440
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	2 981 231	1 838 765
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	8 730 436	17 249 205
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	1 127 858	606 162
Provisions pour charges	2 136 780	1 983 747
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	3 264 638	2 589 909
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		4 457 577
Emprunts et dettes financières diverses (3)	1 309 253	1 186 803
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	74 910	151 899
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 796 989	2 745 230
Dettes fiscales et sociales	6 119 952	6 017 310
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	16 300	10 312
Produits constatés d'avance	2 204 255	2 014 412
TOTAL DETTES	12 521 658	16 583 542
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	24 516 732	36 422 656
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	12 446 748	16 431 643
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		4 457 577
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		



Videojet Technologies

Exercice clos le 31 décembre 2022

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



Videojet Technologies

Exercice clos le 31 décembre 2022

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Associé Unique de la société Videojet Technologies,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Videojet Technologies relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rennes, le 29 juin 2023

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

Guillaume Ronco

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2022	Net 31/12/2021
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires				
Fonds commercial (1)	254 717	254 717		
Autres immobilisations incorporelles	1 102 559		1 102 559	
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	44 461	29 968	14 493	1 990
Autres immobilisations corporelles	9 128 239	7 912 199	1 216 040	1 127 818
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				22 000 000
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	77 197		77 197	69 034
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	10 607 174	8 196 885	2 410 289	23 198 841
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	2 178 970	1 131 107	1 047 863	1 367 970
Avances et acomptes versés sur commandes				47 956
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	7 487 844	271 019	7 216 825	6 162 056
Autres créances	450 000		450 000	464 992
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	13 305 833		13 305 833	5 134 597
Charges constatées d'avance (3)	85 921		85 921	46 243
TOTAL ACTIF CIRCULANT	23 508 569	1 402 125	22 106 443	13 223 815
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	34 115 742	9 599 010	24 516 732	36 422 656
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif

	31/12/2022	31/12/2021
CAPITAUX PROPRES		
Capital	1 220 000	1 220 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	122 000	122 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	4 407 205	14 068 440
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	2 981 231	1 838 765
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	8 730 436	17 249 205
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	1 127 858	606 162
Provisions pour charges	2 136 780	1 983 747
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	3 264 638	2 589 909
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		4 457 577
Emprunts et dettes financières diverses (3)	1 309 253	1 186 803
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	74 910	151 899
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 796 989	2 745 230
Dettes fiscales et sociales	6 119 952	6 017 310
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	16 300	10 312
Produits constatés d'avance	2 204 255	2 014 412
TOTAL DETTES	12 521 658	16 583 542
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	24 516 732	36 422 656
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	12 446 748	16 431 643
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		4 457 577
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations et livraisons intracom.	31/12/2022	31/12/2021
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	34 864 750	10 266	34 875 016	32 620 507
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	10 685 144	4 263 201	14 948 344	14 538 073
Chiffre d'affaires net	45 549 894	4 273 466	49 823 360	47 158 581
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			48 464	18 143
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			2 615 767	3 331 575
Autres produits			9 160	18 417
Total produits d'exploitation (I)			52 496 751	50 526 716
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			27 072 898	23 896 020
Variations de stock			236 742	-567 502
Achats de matières premières et autres approvisionnements			-1 828 346	-384 631
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			5 621 325	5 556 815
Impôts, taxes et versements assimilés			791 793	868 632
Salaires et traitements			10 912 074	10 724 093
Charges sociales			4 832 037	4 407 820
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			488 884	632 157
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 402 125	1 268 862
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			1 407 011	887 087
Autres charges			14 134	122 655
Total charges d'exploitation (II)			50 950 677	47 412 007
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			1 546 073	3 114 709
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			20 742	14 190
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			20 742	14 190
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			67 960	28 684
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			67 960	28 684
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-47 219	-14 493
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			1 498 855	3 100 216

Compte de résultat (suite)

	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	14 800	
Sur opérations en capital	25 085 939	27 214
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	25 100 739	27 214
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	12 745	23
Sur opérations en capital	22 000 000	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)	22 012 745	23
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	3 087 994	27 191
Participation des salariés aux résultats (IX)	851 280	757 718
Impôts sur les bénéfices (X)	754 338	530 924
Total des produits (I+III+V+VII)	77 618 231	50 568 120
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	74 637 000	48 729 356
BENEFICE OU PERTE	2 981 231	1 838 765
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	6 998	16 992

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS VIDEOJET TECHNOLOGIES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022, dont le total est de 24 516 732 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 2 981 231 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 02/05/2023 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2022 ont été établis conformément au règlement n°2022-01 du 11 mars 2022 homologué par arrêté du 13 décembre 2022.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition, hors frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Autres immobilisations incorporelles :

* Installations techniques : 5 à 10 ans

* Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans

* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans

* Matériel de bureau : 5 à 10 ans

* Matériel informatique : 3 ans

* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Mais pour autant, l'entreprise a opté pour l'amortissement du fonds commercial suivant les possibilités offertes par le règlement. L'entreprise a apprécié l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur. En cas d'indice de perte de valeur, l'entreprise a réalisé un test de dépréciation. Ce test est réalisé sur la base de critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession.

Stocks et en-cours

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Règles et méthodes comptables

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants ont été comptabilisés intégralement sous la forme d'une provision.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3%
- Taux de croissance des salaires : 2%
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : décroissant selon âge du personnel
- Table de mortalité : INSEE 2021

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Une nouvelle convention d'intégration fiscale a été signée le 10 décembre 2021 entre la société tête du groupe fiscal et ses membres. Cette nouvelle convention prévoit que l'économie d'impôt dégagée par le groupe fiscal au titre de l'exercice soit répartie entre les membres du groupe d'intégration fiscale à due concurrence de leur contribution au résultat d'ensemble et de l'impôt supporté. En conséquence, la société a constaté un produit d'impôt sur les sociétés à hauteur de 414 k€ au titre de l'exercice 2022, comptabilisé en déduction de la charge d'impôt calculée comme si la société était imposée individuellement.

Situation au regard des événements de 2022 :

L'année 2022 a été marquée par la guerre en Ukraine, une forte inflation (énergie, matières premières, salaires, transports...) et des difficultés d'approvisionnement, le tout dans un contexte de pandémie.

Au regard des incertitudes que Videojet a dû gérer et de leurs répercussions au quotidien, la société a maintenu ses efforts sur la performance opérationnelle et a porté une attention accrue sur les prix dans un contexte de hausse de l'inflation.

Crise Russo Ukrainienne :

Le conflit en Ukraine a démarré le 24 février 2022 et n'a pas affecté les activités de Videojet.

Au 31 décembre 2022, la société n'a pas d'exposition à son bilan relative à des actifs dont les contreparties seraient Russes ou Ukrainiennes.

Inflation et hausse des prix de l'énergie :

L'année 2022 a vu une envolée de l'inflation et une tension sur la chaîne d'approvisionnement. La pression inflationniste sur les coûts (énergies, matières premières, transports, salaires) a pu être relativement contenue par une répercussion de cette augmentation sur les prix de vente et par la maîtrise de ses frais généraux.

Par ailleurs, l'ensemble du personnel a été sensibilisé à prendre part, individuellement et collectivement, aux actions qui servent cet objectif.

Les titres de la société KaVo Finance ApS acquis en 2011 pour 22 m€ ont été revendus en 2022 pour 25.1 m€.

Videojet a fait l'acquisition des titres de la société Laetus France et a procédé à la dissolution par voie de TUP (transmission universelle du patrimoine) de la société en 2022. Un mali de confusion a été comptabilisé au titre de cette opération de TUP.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	254 717			254 717
- Autres postes d'immobilisations incorporelles		1 102 559		1 102 559
Immobilisations incorporelles	254 717	1 102 559		1 357 277
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	24 961	19 500		44 461
- Installations générales, agencements aménagements divers	666 507			666 507
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	7 891 622	570 109		8 461 732
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	8 583 091	589 609		9 172 700
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	22 000 000		22 000 000	
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	69 034	15 808	7 645	77 197
Immobilisations financières	22 069 034	15 808	22 007 645	77 197
ACTIF IMMOBILISE	30 906 842	1 707 976	22 007 645	10 607 174

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	1 102 559	589 609	15 808	1 707 976
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	1 102 559	589 609	15 808	1 707 976
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions			22 007 645	22 007 645
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice			22 007 645	22 007 645

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	31/12/2022
Éléments achetés	254 717
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	
Total	254 717

Ce fond commercial acquis en 1988 a été déprécié.

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	254 717			254 717
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	254 717			254 717
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	22 971	6 997		29 968
- Installations générales, agencements aménagements divers	577 949	28 333		606 282
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	6 852 364	453 554		7 305 918
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	7 453 284	488 884		7 942 168
ACTIF IMMOBILISE	7 708 001	488 884		8 196 885

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 8 100 963 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	77 197		77 197
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	7 487 844	7 487 844	
Autres	450 000	450 000	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	85 921	85 921	
Total	8 100 963	8 023 766	77 197
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
FACT A ETABLIR	95 132
IJSS	14 939
Total	110 070

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Dépréciation des stocks

Les stocks font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 1 131 107 euros. Par catégorie, les éléments significatifs sont :

	Montant
Dépréciation du stock	232 288
Dépréciation du stock de démo	898 818
TOTAL	1 131 106

Dépréciation des créances

Les créances font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 271 019 euros. Par catégorie, les éléments significatifs sont :

	Montant
Dépréciation des créances clients	271 018
TOTAL	271 018

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 1 220 000,00 euros décomposé en 80 000 titres d'une valeur nominale de 15,25 euros.

Notes sur le bilan

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 09/09/2022.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	14 068 440
Résultat de l'exercice précédent	1 838 765
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	15 907 205
Affectations aux réserves	
Distributions	11 500 000
Autres répartitions	
Report à Nouveau	4 407 205
Total des affectations	15 907 205

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2022	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2022
Capital	1 220 000				1 220 000
Réserve légale	122 000				122 000
Report à Nouveau	14 068 440	1 838 764	1 838 764	11 499 999	4 407 205
Résultat de l'exercice	1 838 765	-1 838 765	2 981 231	1 838 765	2 981 231
Dividendes		11 500 000			
Total Capitaux Propres	17 249 205	11 499 999	4 819 995	13 338 764	8 730 436

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	272 000	418 000	202 000		488 000
Garanties données aux clients	334 162	615 574	334 162		615 574
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	1 983 747	373 437	272 903		2 084 281
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges		76 783			76 783
Total	2 589 909	1 483 794	809 065		3 264 638
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		1 407 011	809 065		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 12 446 748 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 796 989	2 796 989		
Dettes fiscales et sociales	6 119 952	6 119 952		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	1 325 553	1 325 553		
Produits constatés d'avance	2 204 255	2 204 255		
Total	12 446 748	12 446 748		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés	1 309 253			

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
FACTURES NON PARVENUES LAETUS	15 453
DIVERS FNP	57 950
FNP VOYAGES	53 600
FNP TELEPHONE	9 775
FNP FRAIS TRANSPORTS	2 000
FNP SERVICES ROFESSIONNELS EXT	32 265
FNP CHARGES EXTERNES	177 687
CONGES A PAYER / PAYROLL	1 003 603
DETTES PROV. CP LAETUS	125 707
CONGES A PAYER (COMM+ICP)	88 861
RTT A PAYER / PAYROLL	128 839
COMMISSION A PAYER	506 195
DETTES PROV. BONUS LAETUS	84 253
ICP A PAYER	382 418
PROV PARTICIPATION DES SALARIES	851 280
CHARGES SOCIALES CP / PAYROLL	471 696
CHARGES SOC. CP LAETUS	58 623
CHARGES SOCIALES CP / MAN ADJ	41 763
CHARGES SOCIALES RTT / PAYROLL	60 553
CHARGES SOC SUR COMM A PAYER	237 912
CHARGES SOCIALES - BONUS LAETUS	37 914
C3S CAP	50 525
CHARGES SOC SUR ICP A PAYER	179 736
FORFAIT SOCIAL PARTIC/INTERSMT	170 400
PERSONNEL CHARGES A PAYER PERCO	22
TAXES A PAYER LAETU	3 036
CLIENTS AVOIRS A ETABLIR	16 300
Total	4 848 366

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCE LAETUS	62 023		
SALON CONST D AVANCE	8 880		
DIV CHARGES CONST D AVANCE	15 018		
Total	85 921		

Notes sur le bilan

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PCA FSM	16 087		
PCA SVC	237 708		
AUTRES PRODUITS CONSTD AVCE	1 935 640		
PCA GARANTIE	5 061		
PCA SOUS-LOC	9 758		
Total	2 204 255		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis			
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	9 853 550		9 853 550
Ventes de marchandises	34 864 750	10 266	34 875 016
Produits des activités annexes	831 594	4 263 200	5 094 794
TOTAL	45 549 895	4 273 466	49 823 360

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 17 500 euros

Honoraire des autres services : 4 020 euros

Résultat financier

	31/12/2022	31/12/2021
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	20 742	14 190
Reprises sur provisions et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	20 742	14 190
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	67 960	28 684
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	67 960	28 684
Résultat financier	-47 219	-14 493

Notes sur le compte de résultat

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	745	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	22 000 000	
Produits des cessions d'éléments d'actif		25 084 565
Rentrées sur créances amorties		1 374
Charges sur exercices antérieurs	12 000	
Produits sur exercices antérieurs		14 800
TOTAL	22 012 745	25 100 739

Résultat et impôts sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant Impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après Impôt
+ Résultat courant	1 498 855	250 103	1 248 752
+ Résultat exceptionnel	3 087 994	504 235	2 583 759
- Participations des salariés	851 280		851 280
Résultat comptable	3 735 569	754 338	2 981 231
(*) comporte les crédits d'impôt (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/01/2003, la société SAS VIDEOJET TECHNOLOGIES est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS LIFE SCIENCES HOLDINGS FRANCE.

Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

Aux termes des décisions de l'Associé Unique en date du 27/02/2023, Monsieur Stephen Hayes a été nommé en qualité de Directeur Général, à compter du 25/01/2023.

Effectif

Effectif moyen du personnel : 149 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	122	
Agents de maîtrise et techniciens	6	
Employés	21	
Ouvriers		
Total	149	

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : DANAHER CORPORATION

Adresse du siège social :

2099 PENNSYLVANIA AVENUE - DC 20006

WASHINGTON - ETATS UNIS D'AMERIQUE

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 2 084 281 euros

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 2 084 281 euros

Pour un régime à prestations définies, il est fait application de la recommandation ANC 2013-02 du 7 novembre 2013.

VIDEOJET TECHNOLOGIES
Société par actions simplifiée au capital de 1.220.000 euros
Siège social : 16, Avenue du Québec – SILIC 703
91961 Courtabœuf Cedex
347 747 503 RCS EVRY

EXTRAIT

PROCES-VERBAL DES DECISIONS
DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE DU 5 SEPTEMBRE 2023

DEUXIEME DECISION

L'Associé Unique, après avoir constaté que les comptes de l'exercice clos 31 décembre 2022 se soldent par un bénéfice de 2.981.231 euros, approuve la proposition du Président quant à l'affectation de ce résultat et, en conséquence, décide d'affecter ce bénéfice comme suit :

ORIGINE :

- Résultat bénéficiaire de l'exercice écoulé.....2.981.231 euros

AFFECTATION :

- Compte « Report à Nouveau » avant affectation..... 4.407.205 euros
- Résultat de l'exercice.....2.981.231 euros
Affecté en totalité au compte « Report à Nouveau »
- Compte « Report à Nouveau » après affectation7.388.436 euros

En conséquence, le montant du poste « Report à Nouveau » sera porté de la somme de 4.407.205 euros à la somme de 7.388.436 euros.

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est rappelé que le montant des dividendes mis en paiement au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

EXERCICE	DIVIDENDE DISTRIBUE
2021	11.500.000 €
2020	8.500.00 €
2019	12.000.000 €

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Monsieur Marc Laporte



Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS VIDEOJET TECHNOLOGIES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022, dont le total est de 24 516 732 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 2 981 231 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 02/05/2023 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2022 ont été établis conformément au règlement n°2022-01 du 11 mars 2022 homologué par arrêté du 13 décembre 2022.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition, hors frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Autres immobilisations incorporelles :

* Installations techniques : 5 à 10 ans

* Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans

* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans

* Matériel de bureau : 5 à 10 ans

* Matériel informatique : 3 ans

* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Mais pour autant, l'entreprise a opté pour l'amortissement du fonds commercial suivant les possibilités offertes par le règlement. L'entreprise a apprécié l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur. En cas d'indice de perte de valeur, l'entreprise a réalisé un test de dépréciation. Ce test est réalisé sur la base de critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession.

Stocks et en-cours

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Règles et méthodes comptables

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants ont été comptabilisés intégralement sous la forme d'une provision.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3%
- Taux de croissance des salaires : 2%
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : décroissant selon âge du personnel
- Table de mortalité : INSEE 2021

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Une nouvelle convention d'intégration fiscale a été signée le 10 décembre 2021 entre la société tête du groupe fiscal et ses membres. Cette nouvelle convention prévoit que l'économie d'impôt dégagée par le groupe fiscal au titre de l'exercice soit répartie entre les membres du groupe d'intégration fiscale à due concurrence de leur contribution au résultat d'ensemble et de l'impôt supporté. En conséquence, la société a constaté un produit d'impôt sur les sociétés à hauteur de 414 k€ au titre de l'exercice 2022, comptabilisé en déduction de la charge d'impôt calculée comme si la société était imposée individuellement.

Situation au regard des événements de 2022 :

L'année 2022 a été marquée par la guerre en Ukraine, une forte inflation (énergie, matières premières, salaires, transports...) et des difficultés d'approvisionnement, le tout dans un contexte de pandémie.

Au regard des incertitudes que Videojet a dû gérer et de leurs répercussions au quotidien, la société a maintenu ses efforts sur la performance opérationnelle et a porté une attention accrue sur les prix dans un contexte de hausse de l'inflation.

Crise Russo Ukrainienne :

Le conflit en Ukraine a démarré le 24 février 2022 et n'a pas affecté les activités de Videojet.

Au 31 décembre 2022, la société n'a pas d'exposition à son bilan relative à des actifs dont les contreparties seraient Russes ou Ukrainiennes.

Inflation et hausse des prix de l'énergie :

L'année 2022 a vu une envolée de l'inflation et une tension sur la chaîne d'approvisionnement. La pression inflationniste sur les coûts (énergies, matières premières, transports, salaires) a pu être relativement contenue par une répercussion de cette augmentation sur les prix de vente et par la maîtrise de ses frais généraux.

Par ailleurs, l'ensemble du personnel a été sensibilisé à prendre part, individuellement et collectivement, aux actions qui servent cet objectif.

Les titres de la société KaVo Finance ApS acquis en 2011 pour 22 m€ ont été revendus en 2022 pour 25.1 m€.

Videojet a fait l'acquisition des titres de la société Laetus France et a procédé à la dissolution par voie de TUP (transmission universelle du patrimoine) de la société en 2022. Un mali de confusion a été comptabilisé au titre de cette opération de TUP.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	254 717			254 717
- Autres postes d'immobilisations incorporelles		1 102 559		1 102 559
Immobilisations incorporelles	254 717	1 102 559		1 357 277
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	24 961	19 500		44 461
- Installations générales, agencements aménagements divers	666 507			666 507
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	7 891 622	570 109		8 461 732
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	8 583 091	589 609		9 172 700
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	22 000 000		22 000 000	
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	69 034	15 808	7 645	77 197
Immobilisations financières	22 069 034	15 808	22 007 645	77 197
ACTIF IMMOBILISE	30 906 842	1 707 976	22 007 645	10 607 174

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	1 102 559	589 609	15 808	1 707 976
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	1 102 559	589 609	15 808	1 707 976
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions			22 007 645	22 007 645
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice			22 007 645	22 007 645

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	31/12/2022
Éléments achetés	254 717
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	
Total	254 717

Ce fond commercial acquis en 1988 a été déprécié.

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	254 717			254 717
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	254 717			254 717
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	22 971	6 997		29 968
- Installations générales, agencements aménagements divers	577 949	28 333		606 282
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	6 852 364	453 554		7 305 918
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	7 453 284	488 884		7 942 168
ACTIF IMMOBILISE	7 708 001	488 884		8 196 885

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 8 100 963 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	77 197		77 197
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	7 487 844	7 487 844	
Autres	450 000	450 000	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	85 921	85 921	
Total	8 100 963	8 023 766	77 197
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
FACT A ETABLIR	95 132
IJSS	14 939
Total	110 070

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Dépréciation des stocks

Les stocks font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 1 131 107 euros. Par catégorie, les éléments significatifs sont :

	Montant
Dépréciation du stock	232 288
Dépréciation du stock de démo	898 818
TOTAL	1 131 106

Dépréciation des créances

Les créances font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 271 019 euros. Par catégorie, les éléments significatifs sont :

	Montant
Dépréciation des créances clients	271 018
TOTAL	271 018

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 1 220 000,00 euros décomposé en 80 000 titres d'une valeur nominale de 15,25 euros.

Notes sur le bilan

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 09/09/2022.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	14 068 440
Résultat de l'exercice précédent	1 838 765
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	15 907 205
Affectations aux réserves	
Distributions	11 500 000
Autres répartitions	
Report à Nouveau	4 407 205
Total des affectations	15 907 205

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2022	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2022
Capital	1 220 000				1 220 000
Réserve légale	122 000				122 000
Report à Nouveau	14 068 440	1 838 764	1 838 764	11 499 999	4 407 205
Résultat de l'exercice	1 838 765	-1 838 765	2 981 231	1 838 765	2 981 231
Dividendes		11 500 000			
Total Capitaux Propres	17 249 205	11 499 999	4 819 995	13 338 764	8 730 436

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	272 000	418 000	202 000		488 000
Garanties données aux clients	334 162	615 574	334 162		615 574
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	1 983 747	373 437	272 903		2 084 281
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges		76 783			76 783
Total	2 589 909	1 483 794	809 065		3 264 638
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		1 407 011	809 065		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 12 446 748 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 796 989	2 796 989		
Dettes fiscales et sociales	6 119 952	6 119 952		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	1 325 553	1 325 553		
Produits constatés d'avance	2 204 255	2 204 255		
Total	12 446 748	12 446 748		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés	1 309 253			

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
FACTURES NON PARVENUES LAETUS	15 453
DIVERS FNP	57 950
FNP VOYAGES	53 600
FNP TELEPHONE	9 775
FNP FRAIS TRANSPORTS	2 000
FNP SERVICES ROFESSIONNELS EXT	32 265
FNP CHARGES EXTERNES	177 687
CONGES A PAYER / PAYROLL	1 003 603
DETTES PROV. CP LAETUS	125 707
CONGES A PAYER (COMM+ICP)	88 861
RTT A PAYER / PAYROLL	128 839
COMMISSION A PAYER	506 195
DETTES PROV. BONUS LAETUS	84 253
ICP A PAYER	382 418
PROV PARTICIPATION DES SALARIES	851 280
CHARGES SOCIALES CP / PAYROLL	471 696
CHARGES SOC. CP LAETUS	58 623
CHARGES SOCIALES CP / MAN ADJ	41 763
CHARGES SOCIALES RTT / PAYROLL	60 553
CHARGES SOC SUR COMM A PAYER	237 912
CHARGES SOCIALES - BONUS LAETUS	37 914
C3S CAP	50 525
CHARGES SOC SUR ICP A PAYER	179 736
FORFAIT SOCIAL PARTIC/INTERSMT	170 400
PERSONNEL CHARGES A PAYER PERCO	22
TAXES A PAYER LAETU	3 036
CLIENTS AVOIRS A ETABLIR	16 300
Total	4 848 366

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCE LAETUS	62 023		
SALON CONST D AVANCE	8 880		
DIV CHARGES CONST D AVANCE	15 018		
Total	85 921		

Notes sur le bilan

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PCA FSM	16 087		
PCA SVC	237 708		
AUTRES PRODUITS CONSTD AVCE	1 935 640		
PCA GARANTIE	5 061		
PCA SOUS-LOC	9 758		
Total	2 204 255		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis			
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	9 853 550		9 853 550
Ventes de marchandises	34 864 750	10 266	34 875 016
Produits des activités annexes	831 594	4 263 200	5 094 794
TOTAL	45 549 895	4 273 466	49 823 360

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 17 500 euros

Honoraire des autres services : 4 020 euros

Résultat financier

	31/12/2022	31/12/2021
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	20 742	14 190
Reprises sur provisions et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	20 742	14 190
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	67 960	28 684
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	67 960	28 684
Résultat financier	-47 219	-14 493

Notes sur le compte de résultat

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	745	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	22 000 000	
Produits des cessions d'éléments d'actif		25 084 565
Rentrées sur créances amorties		1 374
Charges sur exercices antérieurs	12 000	
Produits sur exercices antérieurs		14 800
TOTAL	22 012 745	25 100 739

Résultat et impôts sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après impôt
+ Résultat courant	1 498 855	250 103	1 248 752
+ Résultat exceptionnel	3 087 994	504 235	2 583 759
- Participations des salariés	851 280		851 280
Résultat comptable	3 735 569	754 338	2 981 231
(*) comporte les crédits d'impôt (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/01/2003, la société SAS VIDEOJET TECHNOLOGIES est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS LIFE SCIENCES HOLDINGS FRANCE.

Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

Aux termes des décisions de l'Associé Unique en date du 27/02/2023, Monsieur Stephen Hayes a été nommé en qualité de Directeur Général, à compter du 25/01/2023.

Effectif

Effectif moyen du personnel : 149 personnes.

	Personnel salarie	Personnel mis à disposition
Cadres	122	
Agents de maîtrise et techniciens	6	
Employés	21	
Ouvriers		
Total	149	

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : DANAHER CORPORATION

Adresse du siège social :

2099 PENNSYLVANIA AVENUE - DC 20006
WASHINGTON - ETATS UNIS D'AMERIQUE

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 2 084 281 euros

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 2 084 281 euros

Pour un régime à prestations définies, il est fait application de la recommandation ANC 2013-02 du 7 novembre 2013.